

Monsieur Pierre Tartakowsky  
Président  
Ligue des Droits de l'Homme  
138 rue Marcadet  
75018 Paris

Paris, le 22 février 2012

Monsieur le Président,

Vous avez souhaité par des courriers en date du 20 février 2012 me demander des précisions sur la situation des Roms, et solliciter un échange sur les questions de justice. C'est avec plaisir que je réponds à votre demande.

Je veux tout d'abord saluer l'engagement et les combats menés depuis plus de cent ans par la Ligue des Droits de l'Homme pour protéger, mais aussi pour faire avancer les droits et les libertés publiques et pour lutter contre l'injustice et contre l'arbitraire. Vos combats sont les nôtres et je tenais à vous le dire.

Vous m'interrogez sur la justice. Je vous fais passer ci-joint mon discours du 6 février dernier dans lequel j'ai pu avancer des propositions.

J'ai souhaité placer la justice au cœur de mes priorités et au cœur de mon projet. Non seulement car la justice est un facteur de cohésion mais aussi parce qu'elle a été, tout au long de ce quinquennat maltraitée, affaiblie et déconsidérée.

Je sais que nous partageons la même volonté de restaurer la confiance des citoyens dans leur justice et de retrouver une République digne de ses valeurs.

Je suis bien évidemment ouvert à tout échange sur ces questions. Pour aller dans ce sens, j'ai souhaité qu'André Vallini, en charge de ces sujets au sein de mon équipe de campagne, rencontre les responsables de votre organisation, ce qu'il souhaitait bien entendu faire.

S'agissant de la situation des Roms, je tiens à dissiper tout malentendu sur mes propos et je vous sais gré de ne pas souscrire à la polémique absurde lancée par la droite. J'ai dénoncé, et je continuerai à le faire, la stigmatisation dangereuse des populations de roms, lancée à l'été 2010, par le président sortant. J'ai

conscience également, et je l'ai évoqué, de la situation de ces populations dans leur pays d'origine, où elles sont persécutées.

Ma préoccupation aujourd'hui est la vôtre : la situation de ces femmes, de ces enfants, de ces hommes, qui vivent sur notre sol, dans des campements insalubres, est indigne. Il est de notre responsabilité, de ma responsabilité en tant que candidat à l'élection présidentielle, de me préoccuper de cette situation. Je souhaite avant toute chose que, lorsqu'un campement insalubre est démantelé, des solutions alternatives soient proposées. On ne peut continuer à accepter la situation actuelle où des familles sont chassées d'un endroit sans solution, ce qui les conduit à s'installer ailleurs, n'importe où, dans des conditions qui ne sont pas meilleures.

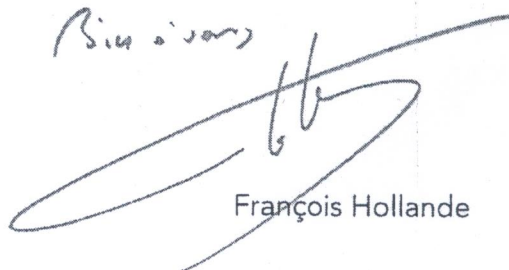
C'est au niveau européen qu'on pourra trouver une solution pour éviter à ces familles d'être obligées d'errer d'une misère à une autre.

Enfin, je ne manquerai pas de répondre d'une manière plus générale aux propositions formulées dès 2010 par une cinquantaine d'organisations associatives et syndicales, dont celle que vous représentez, dans le cadre du « Pacte pour les droits et la citoyenneté »

J'espère avoir répondu à vos interrogations et je reste, ainsi que mon équipe de campagne, à votre disposition pour tout échange.

Je serais également ravi que nous puissions nous rencontrer afin d'échanger de vive voix sur tous ces sujets sur lesquels la Ligue des Droits de l'Homme a avancé des propositions.

*Bien à vous*



François Hollande